CAPD du 8 mars Déclaration préalable du SE-Unsa

Madame l'inspectrice,

Bienvenue en Haute-Garonne, pour cette première CAPD.

En ce 8 mars, journée de lutte pour le droit des femmes depuis plus de 100 ans, bienvenue à vous MADAME.

Pour le SE-Unsa, malgré les avancées acquises en un siècle, il reste du chemin à parcourir vers l'égalité entre hommes et femmes.

- Vous présidez aujourd'hui une CAPD qui compte plus **de 85 % d'enseignant-E-s parmi les personnels**. Ainsi, dans plusieurs écoles, il n'y a pas de mixité parmi les personnels ; ce peut être un problème.

Et nous le voyons encore plus en maternelle (même la dénomination « maternelle » interroge), si l'on ajoute les ATSEM : L'image donnée aux enfants n'aide pas à construire l'égalité entre tous.

- Peu de mixité aussi parmi les élèves dans certaines filières. Au hasard, pour prendre un exemple que vous connaissez déjà, il y a peu de mixité dans certaines classes du lycée Gallieni.

Ces absences de mixité ne sont pas un problème en soit, mais ces exemples (que nous pourrions multiplier) sont le reflet d'une société encore marquée par le patriarcat.

Si chacun croit faire de choix individuel, leurs additions montrent le contraire : répartition du travail domestique, des salaires, des postes de dirigeants, etc... **l'égalité est encore à conquérir.**

Madame l'inspectrice,

nous semblons dépasser les prérogatives ce cette CAPD, mais nous n'en sommes pas si éloigné que cela.

- En CDEN, fin février, nous vous avons détaillé les difficultés des personnels qu'augmente le manque de poste (voir notre déclaration au CDEN > ICI <)
- Pour votre première CAPD, nous souhaitons vous rappeler les problèmes de GRH (Gestion des ressources humaines) que subissent les personnels :
- temps partiel refusés,
- mouvement compliqué,
- formation continue toujours arrêté,
- tatillonnage administratif divers, varié et permanent auprès des directions d'écoles,
- gestion parfois ingérable des EBEP (Elèves à besoin éducatif particulier),
- etc...

Madame l'inspectrice, autant de problèmes qui alourdissent chacun la déjà très lourde « charge mentale » des personnels en Haute-Garonne.